

Cote du document: EB 2019/LOT/P.11  
Date: 25 septembre 2019  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président  
Proposition de financement additionnel  
en faveur du Royaume des Tonga  
pour le Projet d'innovation rurale aux Tonga –  
Phase II

Numéro du projet: 2000001197

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett  
Directeur régional  
téléphone: +39 06 5459 2516  
courriel: n.brett@ifad.org

Tawfiq El-Zabri  
Directeur de pays  
téléphone: +62 811 1844 471  
courriel: t.elzabri@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra  
Cheffe  
Gouvernance institutionnelle et relations  
avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
II. Justification du financement additionnel	2
A. Raison d'être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes ou résultats à produire, et activités	4
D. Avantages, coût et financement	4
III. Gestion des risques	7
A. Risques inhérents au projet et mesures d'atténuation	7
B. Catégorie environnementale et sociale	8
C. Classement au regard des risques climatiques	9
IV. Exécution	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Cadre organisationnel	9
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique	11
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VI. Recommandation	12

## Appendices

- I. Updated logical framework incorporating additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

### Directeur régional:

**Nigel Brett**

### Équipe d'exécution du projet

Directeur de pays:

**Tawfiq El-Zabri**

Responsable technique du projet:

**Elizabeth Ssendiwala**

Responsable de la gestion financière:

**Arip Sholeh**

Juriste:

**Matteo Mazzoni**

## Sigles et acronymes

CCP	Comité consultatif pour le projet
CSD	Cadre pour la soutenabilité de la dette
MORDI TT	Tonga Trust pour l'intégration des innovations en matière de développement rural
TRIP	Projet d'innovation rurale aux Tonga

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	Royaume des Tonga
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère des finances et de la planification nationale
<b>Coût total du projet:</b>	11,785 millions d'USD
<b>Montant du financement initial du FIDA:</b>	Prêt: 1,09 million de DTS (équivalant approximativement à 1,5 million d'USD) Don: 1,09 million de DTS (équivalant approximativement à 1,5 million d'USD)
<b>Conditions du financement initial du FIDA:</b>	50% sous forme de don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette et 50% sous forme de prêt à des conditions particulièrement favorables
<b>Montant du don additionnel au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:</b>	3,6 millions d'USD
<b>Montant du prêt additionnel du FIDA:</b>	0,9 million d'USD
<b>Conditions du financement additionnel du FIDA:</b>	80% sous forme de don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette et 20% sous forme de prêt à des conditions particulièrement favorables
<b>Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:</b>	2,85 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	1,43 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe du FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 47.

### I. Contexte et description du projet

#### A. Contexte

1. Le Gouvernement des Tonga a officiellement demandé au FIDA de lui octroyer un financement additionnel pour combler le déficit de financement recensé dans le Projet d'innovation rurale aux Tonga – Phase II (TRIP II) lors de son approbation initiale. Avec l'approbation de la recommandation relative à la proposition de financement additionnel, toutes les ressources nécessaires seraient désormais disponibles pour exécuter intégralement le projet tel qu'il a été conçu.
2. Le TRIP II a été approuvé par le Conseil d'administration le 19 août 2017 ([EB 2017/LOT/P.7](#)), et est entré en vigueur le 23 février 2018, les dates d'achèvement et de clôture étant respectivement fixées au 31 mars 2023 et au 30 septembre 2023. Le plan de financement pour ce projet d'une durée de cinq ans, tel qu'il ressort de la préévaluation initiale, prévoyait un montant de 10,91 millions d'USD, répartis comme suit:
  - i) un prêt du FIDA de 1,5 million d'USD;
  - ii) un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) de 1,5 million d'USD;
  - iii) un déficit de financement de 3,76 millions d'USD;
  - iv) une contribution du gouvernement de 2,7 millions d'USD;
  - v) des contributions des bénéficiaires estimées à 1,4 million d'USD.
3. Le financement additionnel de 4,5 millions d'USD sollicité par le Gouvernement sera octroyé aux conditions actuelles du FIDA, soit 80% sous forme de don au titre du CSD et 20% sous forme de prêt à des conditions particulièrement favorables. La légère augmentation du financement, au-delà du déficit de financement recensé au départ, reflète la nécessité de renforcer l'état de préparation aux catastrophes, à partir des enseignements tirés du cyclone Gita qui a frappé les Tonga en février 2018. Le montant demandé utiliserait la totalité de l'allocation des Tonga au titre du Système d'allocation fondé sur la performance pour la Onzième reconstitution des ressources du FIDA.

#### B. Description du projet initial

4. Le but du projet est de contribuer à améliorer et à rendre plus résilients les moyens d'existence de la population rurale des Tonga, et son objectif de développement est de permettre aux communautés de planifier et de gérer des infrastructures résilientes et des activités relatives aux moyens d'existence, tout en veillant à la sécurité alimentaire et à la qualité de la nutrition. Cet objectif sera atteint par l'exécution de trois composantes:
  - i) le développement des communautés, visant à accroître la capacité des communautés de gérer des infrastructures résilientes construites aux normes requises (2,94 millions d'USD);
  - ii) les moyens d'existence économiques durables, visant à renforcer la résilience des moyens d'existence économiques par l'adoption de systèmes de production agricole intelligents face au climat et tenant compte des enjeux nutritionnels, et par des activités artisanales (3,97 millions d'USD);

- iii) la gestion et la coordination du projet, visant à renforcer la capacité d'exécution et de suivi des activités du projet (4,88 millions d'USD).

## II. Justification du financement additionnel

### A. Raison d'être

5. La demande de financement additionnel est principalement justifiée par la nécessité de doter le TRIP II de la totalité des ressources requises pour exécuter intégralement le projet tel qu'approuvé à l'origine par le Conseil d'administration. Les formulations des buts, objectifs et composantes du projet, ainsi que ses modalités d'exécution et de financement, demeureront inchangées. Les dates initiales d'achèvement et de clôture seront également maintenues. Avec ce financement additionnel, le Gouvernement sera en mesure de s'appuyer sur le Système d'allocation fondé sur la performance de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA pour réaliser toutes les activités du projet et atteindre tous les résultats ciblés – en assurant une couverture intégrale de la zone géographique de 122 communautés durant la période couverte par le projet, et en atteignant ainsi la cible initiale de 5 190 ménages.
6. Le Ministère des finances et de la planification nationale, dans son rôle d'organisme d'exécution du TRIP II, a chargé une organisation à but non lucratif de la société civile – le Tonga Trust pour l'intégration des innovations en matière de développement rural (MORDI TT) – d'exécuter le projet. Ayant démontré son efficacité et sa fiabilité en matière d'obtention de résultats durant la première phase du projet (TRIP I, 2012-2017), le MORDI TT est devenu, dans la société civile, le principal partenaire du Gouvernement pour le développement des communautés rurales. Il a donc été appelé à diriger les opérations menées dans les zones rurales après le passage du cyclone Gita, avec le soutien des Gouvernements australien et néo-zélandais, de la direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes, du réseau Start Network et du Comité d'Oxford de secours contre la famine.
7. Le MORDI TT a été exécuté en partenariat avec CARE Australia et Live and Learn lors de la phase de relèvement après le cyclone Gita pour apporter un appui aux communautés: fourniture d'abris, réparation des infrastructures d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, sécurité alimentaire et activités de rétablissement des moyens d'existence. Cette mobilisation a permis de mettre en lumière des enseignements clés qui ont maintenant été intégrés à l'approche de développement suivie par le MORDI TT. Ils comprennent notamment: la résistance des infrastructures d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène aux aléas climatiques, la prise en compte dans les plans communautaires des besoins des personnes handicapées, le renforcement des institutions communautaires jouant un rôle actif dans les initiatives communautaires en tant que potentiels futurs partenaires stratégiques, l'investissement dans la formation à la préparation avant la saison des cyclones, le renforcement du mécanisme de coordination entre la communauté et les autorités locales pour améliorer l'efficacité et l'efficacité de la prestation de services à la communauté.
8. Prenant en compte les enseignements ci-dessus et le fait que les communautés rurales sont toujours vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes, le financement du projet proposé est ajusté de 742 000 USD au-dessus du déficit de financement initial, pour: i) améliorer l'état de préparation aux catastrophes dans les communautés bénéficiant de l'appui du TRIP II; ii) établir des liens avec les Tongans à l'étranger, qui ont joué un rôle important dans la réaction au cyclone Gita. Cet appui reste conforme aux objectifs du projet initial, tire parti de l'approche de planification communautaire dont le succès a été démontré dans le cadre du TRIP I et concrétise l'engagement du FIDA à élargir son appui spécialement adapté aux petits États insulaires en développement.

9. Le progrès de l'exécution durant la première année du TRIP II a été satisfaisant, malgré la perturbation et les retards provoqués par le cyclone Gita<sup>1</sup>. Dans le cadre de la planification participative communautaire dans 40 communautés de Tongatapu, le TRIP II a déjà permis de former plus de 4 900 femmes et 4 500 hommes en matière de planification communautaire. Trente plans de développement communautaire ont été achevés, ouvrant la voie à l'activation de la composante "moyens d'existence économiques durables" durant l'année 2.
10. En dépit des progrès notables réalisés dans l'exécution, la première mission de supervision de TRIP II a mis en lumière les difficultés liées à la gestion financière, à la forte rotation du personnel et à un leadership insuffisant en matière de suivi-évaluation. En ce qui concerne la gestion financière, l'unité de gestion du projet a accéléré ses dépenses en avril 2019 et a traité deux demandes de retrait supplémentaires depuis la mission de supervision du projet menée par le FIDA. En outre, elle a mis en place un système de comptabilité automatisé. Enfin, la notation de la gestion financière a été améliorée.
11. S'agissant des effectifs et du suivi-évaluation, l'unité de gestion du projet a maintenant réussi à pourvoir la plupart des postes vacants et dispose d'un effectif au complet. Elle cherche des candidats aux postes de responsable de la passation des marchés et de chargé du suivi-évaluation. Des experts sont engagés sur une courte période pour fournir un appui pendant le processus de recrutement. L'unité de gestion du projet prévoit de sensibiliser les parties prenantes au projet et de les former aux responsabilités en matière de suivi-évaluation, notamment les comités de communauté, les responsables de district, les responsables municipaux, les facilitateurs communautaires et les agents de vulgarisation agricole. Une formation sera également dispensée sur la manière de mettre au point les rapports de supervision et sur le type d'informations à recueillir.

## B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

12. Zone d'intervention et groupe cible. Le groupe cible du projet comprend les femmes, les hommes et les jeunes vivant en milieu rural: les estimations font état de 5 190 ménages représentant 28 650 personnes au sein de 122 communautés. Les six groupes d'îles ciblés sont les suivants: Vava'u, Ha'apai, Tongatapu, 'Eua, Niufo'ou et Niuatoputapu. Ce groupe cible inclut la quasi-totalité des 22% de ménages définis comme pauvres par l'enquête de 2009 sur les revenus et les dépenses des ménages. Les interventions mettront l'accent sur les communautés rurales marginalisées, caractérisées par:
  - a) la vulnérabilité à l'impact des changements climatiques et des catastrophes naturelles;
  - b) un accès médiocre à tous les types de services;
  - c) des niveaux élevés de pauvreté;
  - d) un marché limité pour les produits ruraux.
13. Bien que tous les participants ne soient pas pauvres, le projet est guidé par des préalables techniques, institutionnels et économiques, testés dans le cadre de la première phase du TRIP, qui garantissent que les communautés sont prêtes à adopter des méthodes inclusives et équitables. Des mécanismes d'autociblage sous-tendent l'appui du projet aux activités économiques. En outre, les activités

<sup>1</sup> Le cyclone tropical Gita a touché terre dans les îles de Tongatapu et d'Eua le 12 février 2018. La valeur économique totale des dommages a été estimée à 164 millions d'USD, soit 37,8% du produit intérieur brut des Tonga. Le MORDI TT a fourni des abris, apporté des investissements dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement et a contribué à la reconstruction de maisons et d'infrastructures rurales. Ces contributions ont été importantes, car elles ont aidé les communautés rurales ciblées par projet à accélérer leur relèvement, mais l'attention requise a ralenti le démarrage du TRIP II.

économiques menées au titre de la composante 2 feront l'objet d'un ciblage géographique visant à donner la priorité à 60 îles périphériques éloignées et pauvres qui ont achevé la planification communautaire, conformément à la méthode de ciblage indiquée dans le financement initial approuvé.

### C. Composantes ou résultats à produire, et activités

14. Composante 1: le développement des communautés vise à améliorer les infrastructures communautaires et à s'assurer qu'elles soient construites conformément aux normes de résilience face au climat. Dans le prolongement de la composante 1 du TRIP I, le développement des communautés vise à en étendre la couverture à l'ensemble du pays d'ici à la fin du TRIP II. La sous-composante 1.1 appuiera la préparation participative des plans de développement communautaire. La sous-composante 1.2 tirera parti de ces plans de développement communautaire pour la construction, le fonctionnement et la maintenance des petites infrastructures économiques prioritaires.
15. Composante 2: L'objectif concernant les moyens d'existence économiques durables vise à renforcer les moyens d'existence économiques par l'adoption de systèmes de production agricole intelligents face au climat et tenant compte des enjeux nutritionnels. La sous-composante 2.1 appuiera l'élaboration de plans de développement agricole communautaire correspondant aux moyens d'existence économiques choisis par les membres de la communauté. La sous-composante 2.2 soutiendra les agriculteurs qui adoptent des moyens d'existence économiques durables via des pratiques résilientes face au climat pour: i) améliorer les systèmes de production vivrière fondés sur l'agroforesterie et les fermes pilotes; ii) gérer de manière plus productive les jardins potagers; iii) soutenir la production agroforestière de matières premières pour l'artisanat; iv) construire des ateliers de tissage pour les femmes.
16. Composante 3: L'objectif de gestion et de coordination du projet apporte un appui à l'exécution du projet, à son suivi et au renforcement de la prestation de services.

### D. Avantages, coût et financement

#### Coût du projet

17. Le coût total du projet est estimé à 11,785 millions d'USD sur une durée d'exécution de cinq ans. Le tableau 2 détaille la répartition indicative des coûts par composante. Le tableau 3 en donne la répartition indicative par catégorie de dépenses et par source de financement. Les provisions pour imprévus physiques et financiers représentent respectivement 4% et 3% du coût de base du projet.

Tableau 1

#### Résumé du financement initial et du financement additionnel (en milliers d'USD)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	1 498	900	2 398
Don du FIDA au titre du CSD	1 498	3 600	5 098
Bénéficiaires (communautés)	1 428	3	1 431
Emprunteur/fonds de contrepartie	2 730	125	2 854
Déficit de financement: FIDA	3 758	(3 758)	-
<b>Total</b>	<b>10 911</b>	<b>870</b>	<b>11 781</b>

## Stratégie et plan de financement et cofinancement du programme

18. Les Tonga font désormais partie de la catégorie "rouge" au titre du CSD. En conséquence, le financement du FIDA prendra la forme d'un don de 3,6 millions d'USD (80% du financement additionnel) et d'un prêt de 0,9 million d'USD (20% du financement additionnel) à des conditions particulièrement favorables.
19. Le coût total du projet, d'un montant de 11,785 millions d'USD, sera financé par:
  - i) le FIDA, pour un montant total de 7,5 millions d'USD (63,7% du coût total);
  - ii) les contributions des bénéficiaires, de 1,43 million d'USD (12,1% du coût total);
  - iii) une contribution du Gouvernement de 2,85 millions d'USD (24,2% du coût total).

## Décaissement

20. La gestion financière et les modalités de décaissement du financement additionnel refléteront celles du projet initial. Un compte désigné libellé en dollars des États-Unis a été ouvert par le Ministère des finances et de la planification nationale pour recevoir les fonds du FIDA (prêt et don). Un compte de projet en monnaie locale a également été ouvert par l'agent principal du projet aux fins des transactions ordinaires réalisées en fonction des programmes de travail et budgets annuels et des informations financières pertinentes. Les procédures de décaissement seront actualisées au moyen d'une modification apportée à la lettre au bénéficiaire.

## Résumé des avantages et analyse économique

21. Le projet bénéficiera au total à 28 650 personnes, soit 5 190 ménages. Les avantages découleront: i) de la diminution des pertes, notamment grâce à la réduction des coûts de réparation, de transport et de communication résultant des nouvelles infrastructures résilientes face au climat; ii) de l'accroissement des revenus des ménages provenant des activités agricoles et artisanales; iii) d'une meilleure organisation des communautés, d'un développement plus inclusif, et d'une meilleure qualité de vie des communautés éloignées; iv) de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
22. Le taux de rentabilité économique interne du projet est estimé à 20%. Une analyse de sensibilité portant sur les variations des coûts et des avantages montre la robustesse des rendements économiques: une augmentation des coûts, jusqu'à 30%, réduirait le taux de rentabilité économique interne à 16%, tout comme un retard de deux ans dans les avantages. Une diminution de 20% des avantages ramènerait le taux de rentabilité économique interne à 17%, tandis qu'une augmentation des avantages de 20% le porterait à 22%.

Tableau 2

**Financement additionnel: coût du projet par composante (et sous-composante) et par source de financement**

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Financement additionnel				Additionnel				Total	
	Don du FIDA au titre du CSD		Prêt du FIDA		Bénéficiaires		Gouvernement			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>1. Développement communautaire</b>										
1.1 Plans de développement communautaire	337 515	79,2	84 379	19,8	-	0,0	4 303	1,0	426 197	9,2
1.2 Infrastructure communautaire résiliente	900 917	79,1	225 229	19,8	921	0,1	12 359	1,1	1 139 426	24,6
<b>Sous-total</b>	<b>1 238 432</b>	<b>79,1</b>	<b>309 608</b>	<b>19,8</b>	<b>921</b>	<b>0,1</b>	<b>16 662</b>	<b>1,1</b>	<b>1 565 623</b>	<b>33,8</b>
<b>2. Moyens d'existence économiques durables</b>										
2.1 Plans de développement agricole communautaire	71 119	79,0	17 780	19,8	-	0,0	1 100	1,2	89 998	1,9
2.2. Moyens d'existence économiques durables	885 453	78,4	221 363	19,6	2 079	0,2	19 932	1,8	1 128 828	24,4
<b>Sous-total</b>	<b>956 572</b>	<b>78,5</b>	<b>239 143</b>	<b>19,6</b>	<b>2 079</b>	<b>0,2</b>	<b>21 032</b>	<b>1,7</b>	<b>1 218 826</b>	<b>26,3</b>
<b>3. Gestion et coordination du projet</b>	1 404 996	76,2	351 249	19,1	-	0,0	87 305	4,7	1 843 550	39,8
<b>Total</b>	<b>3 600 000</b>	<b>77,8</b>	<b>900 000</b>	<b>19,4</b>	<b>3 000</b>	<b>0,1</b>	<b>125 000</b>	<b>2,7</b>	<b>4 627 999</b>	<b>100,0</b>

Tableau 3

**Financement additionnel: coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Financement additionnel				Additionnel				Total	
	Don du FIDA au titre du CSD		Prêt du FIDA		Bénéficiaires		Gouvernement			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>I. Dépenses d'investissement</b>										
A. Travaux	1 618 891	79,1	404 723	19,8	3 000	0,1	19 970	1,0	2 046 583	44,2
B. Équipement et matériel	-	0,0	-	0,0	-	0,0	448	100,0	448	0,0
C. Véhicules	-	0,0	-	0,0	-	0,0	286	100,0	286	0,0
D. Biens, services et fournitures	167 709	78,8	41 927	19,7	-	0,0	3 296	1,5	212 932	4,6
E. Formation	331 461	79,0	82 865	19,7	-	0,0	5 349	1,3	419 675	9,1
F. Ateliers	35 914	78,7	8 978	19,7	-	0,0	763	1,7	45 655	1,0
G. Services de consultants	322 291	79,1	80 573	19,8	-	0,0	4 735	1,2	407 599	8,8
<b>Sous-total</b>	<b>2 476 266</b>	<b>79,0</b>	<b>619 067</b>	<b>19,8</b>	<b>3 000</b>	<b>0,1</b>	<b>34 845</b>	<b>1,1</b>	<b>3 133 178</b>	<b>67,7</b>
<b>II. Dépenses renouvelables</b>										
Salaires et indemnités	931 737	74,4	232 934	18,6	-	0,0	87 305	7,0	1 251 976	27,1
Frais de fonctionnement*	191 997	79,1	47 999	19,8	-	0,0	2 850	1,2	242 846	5,2
<b>Sous-total</b>	<b>1 123 734</b>	<b>75,2</b>	<b>280 933</b>	<b>18,8</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>90 154</b>	<b>6,0</b>	<b>1 494 822</b>	<b>32,3</b>
<b>Total</b>	<b>3 600 000</b>	<b>77,8</b>	<b>900 000</b>	<b>19,4</b>	<b>3 000</b>	<b>0,1</b>	<b>125 000</b>	<b>2,7</b>	<b>4 627 999</b>	<b>100,0</b>

\* Inclut les services publics, les dépenses de fonctionnement des véhicules, les voyages et les réunions, l'audit, l'assurance et les frais bancaires.

Tableau 4  
**Coût du projet par composante et par année du projet**  
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Totaux, y compris les imprévus					Total
	2018	2019	2020	2021	2022	
<b>1. Développement communautaire</b>						
1.1 Plans de développement communautaire	131 959	225 017	224 546	118 173	-	699 694
1.2 Infrastructure communautaire résiliente	-	975 153	998 293	250 202	16 653	2 240 301
<b>Sous-total</b>	<b>131 959</b>	<b>1 200 170</b>	<b>1 222 839</b>	<b>368 375</b>	<b>16 653</b>	<b>2 939 995</b>
<b>2. Moyens d'existence économiques durables</b>						
2.1 Plans de développement agricole communautaire	31 225	47 509	57 592	46 995	-	183 320
2.2. Moyens d'existence économiques durables	914 671	1 378 944	1 490 086	-	-	3 783 701
<b>Sous-total</b>	<b>945 896</b>	<b>1 426 453</b>	<b>1 547 678</b>	<b>46 995</b>	<b>-</b>	<b>3 967 021</b>
<b>3. Gestion et coordination du projet</b>	1 043 077	907 646	995 777	986 587	944 488	4 877 575
<b>Total</b>	<b>2 120 932</b>	<b>3 534 269</b>	<b>3 766 293</b>	<b>1 401 957</b>	<b>961 140</b>	<b>11 784 591</b>

#### Stratégie de retrait et durabilité

23. La validation, par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, du rapport d'achèvement de projet pour la première phase du TRIP a mis en lumière une durabilité importante des avantages du projet pour les ménages. Le TRIP II reproduira et améliorera les mesures efficaces visant à soutenir les moyens d'existence des communautés rurales vulnérables en: i) assistant les bénéficiaires dans la planification et l'établissement des priorités de la communauté et des ménages; ii) associant les bénéficiaires au développement, au financement, au fonctionnement et à la maintenance des infrastructures économiques communautaires et aux investissements dans des moyens d'existence durables; iii) mettant en relation les bénéficiaires avec les marchés, les services de microfinance, et les formes améliorées des fermes-écoles et des services de vulgarisation agricole; iv) intégrant des méthodes participatives et d'apprentissage dans les plans de développement communautaire, les plans de développement agricole communautaire et les processus et systèmes publics.
24. Le MORDI TT est une organisation non gouvernementale indépendante qui a acquis une expérience et une reconnaissance considérables grâce à l'exécution réussie de la première phase du TRIP. Le fait que le Gouvernement ait accepté de nouer un partenariat avec les organisations de la société civile pour réaliser le TRIP II demeure un élément novateur dans le contexte des Tonga: par l'intermédiaire de ce mécanisme, le Gouvernement tire parti d'un plus large ensemble d'expériences et de capacités en matière de mobilisation des communautés de base, limite les influences politiques et applique des mesures incitatives axées sur la performance, mobilise du personnel qualifié en dehors de la fonction publique gouvernementale, et obtient des améliorations démontrées dans l'efficacité de la réalisation du projet, de son exécution, et de l'établissement des rapports. Le projet permettra de renforcer cette relation, afin qu'à son achèvement, la capacité d'appuyer et de développer le secteur rural des Tonga se trouve accrue et intégrée aux systèmes nationaux.

### III. Gestion des risques

#### A. Risques inhérents au projet et mesures d'atténuation

25. La phase II est considérée comme un investissement relativement peu risqué, car elle est conçue comme la transposition à plus grande échelle d'une approche éprouvée visant à appuyer le développement de communautés rurales isolées. Au nombre des principaux risques figurent: i) l'éloignement ainsi que les obstacles en matière de transport et de communication; ii) le manque de fonds pour financer les infrastructures économiques communautaires et des moyens d'existence

durables; iii) la diminution de la population (entre autres, l'émigration des jeunes et des personnes valides); iv) des régimes de propriété foncière dissuasifs, en vertu desquels des parcelles de terre sont transmises par héritage au fils aîné, et souvent sous-exploitées; v) l'impact des changements climatiques, y compris des événements météorologiques extrêmes; vi) la rétention du personnel du MORDI TT; vii) les risques fiduciaires relatifs au respect des procédures de gestion financière et de passation des marchés; viii) l'incapacité du Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, des forêts et des pêches à remplir son rôle consistant à mettre à disposition des agents de vulgarisation pour les fermes-écoles et autres activités de vulgarisation. Des stratégies d'atténuation ont été préparées pendant la phase de conception, notamment: i) des activités et des cibles conçues de manière réaliste; ii) un ciblage spécifique des activités rémunératrices; iii) le renforcement des capacités et la sensibilisation; iv) le renforcement de la gestion du projet et la collaboration avec les organismes publics concernés; v) l'adoption de modalités de gestion financière et de passation des marchés qui atténuent le risque fiduciaire.

## B. Catégorie environnementale et sociale

26. Les procédures d'évaluation environnementale et sociale du FIDA confirment que le projet est classé dans la catégorie B. Des mesures appropriées ont été intégrées au projet pour examiner en détail les investissements dans les communautés et les moyens d'existence, et les exigences en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement définies par le Ministère des terres, du cadastre et des ressources naturelles seront strictement respectées. De plus, étant donné que les Tonga présentent un risque climatique élevé, la conception des activités de développement pour les composantes 1 et 2 est étayée par des interventions résilientes et intelligentes face au climat qui réduisent le risque d'impact négatif des événements climatiques sur les résultats du projet.
27. Concernant les aspects sociaux, la conception du projet inclut des procédures d'exécution spécialement adaptées pour toucher les communautés rurales et optimiser leur participation, y compris les communautés définies comme pauvres (22%) par l'enquête de 2009 sur les revenus et les dépenses des ménages. Les plans de développement communautaire renforcent le capital social et humain en abordant les secteurs de la nutrition, de la santé, de l'éducation et de l'agriculture; et en appliquant, pour leur formulation et leur mise en œuvre des approches participatives et socialement inclusives. L'autonomisation des communautés passera par le renforcement de leurs capacités d'auto-mobilisation et de planification, et par la possibilité de prendre en compte des solutions de développement reposant sur les moyens d'existence des ménages dans le cadre de réseaux familiaux étendus, permettant ainsi aux ménages de combiner la production agricole, l'emploi, la migration et les revenus provenant des envois de fonds.
28. Le TRIP II appuie une approche inclusive du ciblage, en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes ruraux pauvres. L'accent mis sur les femmes et les jeunes est davantage motivé par leur vulnérabilité et leur exclusion habituelle des décisions que par leur pauvreté relative. L'approche du TRIP I en matière de mobilisation de la communauté, qui cible directement les femmes et les jeunes et appuie la prise en compte prioritaire de leurs préoccupations dans les plans de développement communautaire, sera adoptée dans le cadre du projet. En matière d'égalité des sexes, des approches d'intégration et d'autonomisation socialement et culturellement appropriées seront promues, en s'inspirant de l'expérience réussie du TRIP I pour permettre aux femmes d'occuper des fonctions de décision et de planification.

## C. Classement au regard des risques climatiques

29. Le risque climatique du projet, dans la première comme dans la deuxième phase, est élevé. La raison en est que les Tonga sont régulièrement classées parmi les pays présentant le plus haut niveau de risque de catastrophe naturelle, avec une augmentation de la fréquence et de l'intensité des effets des changements climatiques. Cette situation présente de graves menaces pour les personnes, l'environnement et les moyens d'existence aux Tonga – en particulier pour les communautés des îles périphériques
30. Compte tenu de la grande vulnérabilité des communautés rurales aux phénomènes climatiques extrêmes, la composante 1 du TRIP II inclut une analyse du risque climatique et un examen de solutions de remplacement avant l'exécution des activités du projet. La prise en compte des changements climatiques et de l'adaptation à leurs effets fait explicitement partie de la composante 2 et s'inspire de l'accent porté sur la résilience face au climat dans les objectifs 1 et 3 du Plan pour le secteur agricole des Tonga 2016-2020. De nouvelles caractéristiques sont introduites pour une meilleure compréhension et exécution, par la communauté, d'activités qui renforcent la résilience face aux changements climatiques:
  - i) élaboration de plans de développement agricole communautaire fondés sur des données de référence en matière de résilience face au climat<sup>2</sup>; ii) élaboration et exécution d'un programme de fermes-écoles, qui renforcera les capacités du Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, des forêts et des pêches et d'autres prestataires de services de vulgarisation en rapport avec l'agriculture résiliente face au climat, en vue de mettre le programme à disposition de toutes les communautés du projet.

## IV. Exécution

### A. Respect des politiques du FIDA

31. Le projet est parfaitement conforme aux buts et objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, à l'approche du FIDA pour les petits États insulaires en développement et à d'autres politiques et stratégies pertinentes, notamment en matière de ciblage, d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, d'environnement et de gestion des ressources naturelles ainsi que de changements climatiques. En outre, la phase II du TRIP s'inscrit sur une trajectoire explicite de reproduction à plus grande échelle, domaine d'importance stratégique pour le FIDA.

### B. Cadre organisationnel

#### Gestion et coordination du projet

32. Pour le TRIP II, les mêmes dispositions d'exécution que celles qui ont bien fonctionné durant la phase I ont été adoptées, avec quelques ajustements dans le ciblage et l'approche fondée sur l'apprentissage. Le Ministère des finances et de la planification nationale est le représentant de l'emprunteur/du bénéficiaire. Le MORDI TT, qui sera l'agent principal du projet, créera une unité de gestion du projet exclusivement consacrée à l'appui à l'exécution du projet, et communiquera au Ministère des finances et de la planification nationale des rapports périodiques et des rapports ad hoc.
33. Ces dispositions se fondent sur une évaluation de la capacité d'exécution du MORDI TT et sur une analyse des institutions menées pendant la phase de conception. L'exécution par le MORDI TT de la phase I: i) s'est avérée économiquement efficace et d'un bon rapport coût-avantages; ii) lui a permis de se

<sup>2</sup> Cela inclut la cartographie des villages pour recenser les ressources clés et la localisation des activités du projet, et pour orienter les communautés dans leur planification afin de réduire les risques; le développement de données de référence pour le suivi (par exemple, analyse du sol, diversité des cultures par type de culture); le développement d'un cadre d'analyse coûts-avantages simple.

construire une réputation crédible auprès des organisations non gouvernementales et des organismes publics (intégration de la planification des plans de développement communautaire à la planification de l'administration publique), comme en témoigne l'intérêt manifesté par les partenaires de développement pour le financement des priorités répertoriées dans les plans de développement communautaire; iii) a joué un rôle capital dans l'adoption du concept de plan de développement communautaire; iv) a innové en confiant aux agents municipaux le rôle d'agents locaux du développement; v) a fait la preuve des robustes résultats obtenus après avoir mis en place un processus systématique de planification et de mise en œuvre du développement au niveau des communautés.

34. Le TRIP II continuera à utiliser un comité d'examen et d'évaluation du projet pour sélectionner, examiner et accepter ou rejeter, simultanément, les propositions de la communauté en fonction des critères d'éligibilité. Un comité consultatif pour le projet (CCP) sera établi pour fournir des conseils dans les domaines de la gouvernance, des politiques, de la mise en réseau avec d'autres organisations, et de la vue d'ensemble stratégique du projet. Le Ministère des finances et de la planification nationale, le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, des forêts et des pêches, la Banque nationale de réserve des Tonga, la Chambre de commerce et de l'industrie des Tonga et les organisations de la société civile auront, chacun, un représentant dans le comité. Ce dernier aura pour tâches de: i) réviser les programmes de travail et budgets annuels; ii) superviser les examens semestriels en collaboration avec les missions de supervision du FIDA; iii) promouvoir la coopération et la coordination entre les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, à l'échelle régionale et nationale; iv) recenser, à partir de données factuelles, les questions de politique en vue de la concertation entre les partenaires; v) assurer la transparence et la responsabilité de la gestion de projet.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

35. Le Ministère des finances et de la planification nationale sera le représentant de l'emprunteur/du bénéficiaire pour le projet, et aura pour responsabilité l'approbation des programmes de travail et budgets annuels après leur entérinement par le CCP. Il assumera la responsabilité globale du projet, y compris ses aspects fiduciaires. Le MORDI TT, en tant qu'agent principal du projet, et par le truchement d'un mémorandum d'accord avec le Ministère des finances et de la planification nationale, sera responsable des activités de gestion financière au quotidien, notamment de la comptabilité, de l'information et de la coordination des processus d'audit.
36. Le risque fiduciaire inhérent aux Tonga est considéré comme moyen. Le risque fiduciaire du projet a également été évalué comme moyen lors de la conception. Les mesures suivantes seront prises pour atténuer ce risque durant la phase II: i) rétention du personnel en charge des finances de la phase I, sous réserve d'une évaluation de la performance; ii) recrutement de personnel supplémentaire spécialement chargé des finances et de la passation des marchés; iii) amélioration du manuel financier et administratif rédigé pour la phase I, avec une description détaillée des processus comptables, de passation des marchés et de gestion des dossiers; iv) recours à un système comptable automatisé et formation à son emploi; v) soumission au Ministère des finances et de la planification nationale et au FIDA de rapports financiers intermédiaires; vi) réalisation périodique d'audits de conformité par le Bureau de l'Auditeur général des Tonga, communiqués au Ministère des finances et de la planification nationale et au FIDA, et portant sur l'examen des contrôles internes et des documents relatifs à la passation de marchés; vii) soumission des rapports d'audit au Ministère des finances et de la planification nationale et au FIDA; viii) réalisation d'un audit interne tous les trois mois par le bureau de l'audit interne du Ministère des finances et de la planification nationale.

37. Les états financiers pour la phase II du projet seront préparés par le MORDI TT selon les principes d'une comptabilité de caisse, et complétés si nécessaire par des données supplémentaires de façon à fournir le minimum d'informations prévues par les normes comptables internationales.
38. L'audit du TRIP II sera réalisé par un cabinet d'audit privé conformément aux normes d'audit internationales.
39. La passation des marchés s'effectuera conformément à la réglementation nationale en la matière, sous réserve qu'elle soit compatible avec les Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets. Le Gouvernement des Tonga a mis à jour en 2015 la réglementation relative à la passation des marchés publics. Les capacités en la matière ayant été recensées parmi les risques, des spécialistes supplémentaires seront recrutés pour appuyer le processus de passation des marchés.
40. Gouvernance. Le Gouvernement a pris des mesures pour améliorer sa performance en matière de bonne gouvernance, de responsabilité, de transparence, de lutte contre la corruption, de sécurité et d'état de droit. Il poursuit les efforts de réforme engagés dans le cadre du Programme de réforme économique du secteur public, en vue d'améliorer l'efficacité des services publics en se concentrant sur trois domaines de la gestion du secteur public: l'administration publique, la gestion financière et la réforme des entreprises. Pour assurer une gouvernance efficace, le projet intégrera les mesures suivantes, qui seront suivies grâce à un cadre de bonne gouvernance: i) transparence de l'information; ii) formation et renforcement des capacités; iii) mécanisme de traitement des plaintes pour les membres des communautés; iv) amélioration de la supervision et du suivi; v) tolérance zéro à l'égard de la fraude et de la corruption.

### C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique

41. Suivi-évaluation. Le système de suivi-évaluation suivra l'avancement matériel et financier du projet, ainsi que les progrès accomplis vers la réalisation de ses objectifs, et constituera l'un des outils clés de gestion du projet. Les intrants, les produits, les processus et les effets directs feront l'objet d'un suivi au regard des indicateurs du cadre logique, sur la base du système de gestion financière, des rapports du personnel et d'enquêtes. Des études distinctes viendront compléter ces informations à l'aide d'analyses approfondies de thèmes tels que: i) les facteurs de réussite pour la mobilisation et la motivation des jeunes; ii) les stratégies d'investissement des transferts de fonds dans des débouchés productifs sur le marché local. L'unité de gestion du projet recueillera des données de référence dans chaque communauté ciblée, conformément aux indicateurs de base du FIDA et au Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement. Toutes les données seront ventilées par sexe et par âge.
42. Gestion des savoirs. La gestion des savoirs comprend divers éléments:
  - i) concertation et participation, avec les communautés cibles et les partenaires d'exécution, en matière de planification, d'exécution, de suivi et d'information;
  - ii) établir un cadre de suivi-évaluation qui fournit des informations et des analyses pour étayer les décisions de la direction au regard des indicateurs du cadre logique et des programmes de travail et budgets annuels;
  - iii) vérifier que les savoirs et les résultats sont documentés et partagés avec toutes les parties prenantes;
  - iv) poursuivre l'étroite relation entre le MORDI TT et le FIDA sur une large gamme d'activités de gestion des savoirs. Un élément a été ajouté à la phase II: l'accent est mis sur l'établissement de partenariats en vue de fournir des informations complètes et à jour aux principaux partenaires et parties prenantes.

## D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

43. L'accord de financement sera révisé pour ce qui est de son montant, comme indiqué dans le tableau 3. Aucune autre modification n'y est apportée.

## V. Instruments et pouvoirs juridiques

44. Un accord de financement entre le Royaume des Tonga et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
45. Le Royaume des Tonga est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
46. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VI. Recommandation

47. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République des Tonga un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant équivalant à trois millions six cent mille dollars des États-Unis (3 600 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République des Tonga un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de neuf cent mille dollars des États-Unis (900 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo  
Président

# Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Outreach</b>	<b>1.a Corresponding number of households reached</b>				Progress Report	Annual	Project	
	Women-headed households - Number	1 450	725	1 320				
	<b>1 Persons receiving services promoted or supported by the project</b>							
	<b>Adult</b>							
	<i>Males - Number</i>	7 965	3 983	7 965				
	<i>Females - Number</i>	8 646	4 323	8 646				
	<b>Young</b>							
<i>Males - Number</i>	3 390	1 695	3 390					
<i>Females - Number</i>	3 294	1 647	3 391					
<b>Children</b>								
<i>Males - Number</i>	8 043	4 022	3 393					
<i>Females - Number</i>	7 438	3 719	3 394					
<b>Project Goal</b> Contribute to improved and resilient livelihoods for Tonga's rural population	<b>Improvement in household assets ownership index</b>				Impact surveys, 2016 HIES, EOP surveys, Focused group discussions (FGDs), Case studies	Beginning and End of Project (EOP)	Project Mgmt. Unit (PMU), Government of Tonga (Government)	No major changes in Government of Tonga's Strategic Development Framework (2015 - 2025).
	Households - Percentage (%)	0	80	80				
	<b>Increased ability of people to manage environmental and climate-related risks</b>							
	<i>Males - Number</i>	19 398						
<i>Females - Number</i>	19 378							
Households - Number	6 384		4 152					
<b>Development Objective</b> Communities are enabled to plan and manage resilient infrastructure and livelihood activities (including addressing food security and nutrition)	<b>3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</b>				Progress Reports	EOP	PMU	Communities are willing to participate in innovative forms of planning and support, and to contribute to their development - infrastructure and livelihoods. MAFFF is prepared to cooperate with TRIP II at central, district and village levels.
	Households - Percentage (%)	0	80	80				
	Households - Number	6 384						
	<b>1.2.1 Households reporting improved access to land, forests, water or water bodies for production purposes</b>				Construction supervision and inspection reports, mid-term and EOP surveys, FGDs, case studies, FFS Project Reports	EOP	PMU	
	Households reporting improved access to land - Percentage (%)	0	80	80				
	Households reporting improved access to forests - Percentage (%)	0	80	80				
	Households reporting improved access to water - Percentage (%)	0	4 152	4 152				
	Total no. of households reporting improved access to land - Number	2 365	4 152	4 152				
	Total no. of households reporting improved access to forests - Number	2 365	4 152	4 152				
	Total no. of households reporting improved access to water - Number	0	4 152	4 152				
<b>Outcome</b> Increased community capacity to manage resilient infrastructure built to required standards	<b>2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities</b>				Mid-Term and EOP surveys, FGDs (gender disaggregated), case studies, gender studies on community planning, study on youth inclusion	Annual and Mid-term and EOP	PMU	MIA and MAFFF officials and technical staff willing to support plan preparation. Communities prepared to participate in planning. Communities willing to make in-kind and/or cash contributions for development of economic
	Households reporting improved physical access to markets - Percentage (%)	0	80	80				
	Households reporting improved physical access to processing facilities - Percentage (%)	0	80	80				
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Percentage (%)	0	80	80				
<b>Output</b> 1.1 Community Development Plans (CDP)	<b>Number people trained in community management topics (RIMS) - Town and District Officers (TOs, DOs), Community Members (CM), and Community Facilitators (CF)</b>				Project/training records, gender study to track women's participation, survey on youth inclusion	Biannual	PMU	
	DOs - Number of people	19	19	19				
	TOs - Number of women	0						

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	TOs - Number of men	0						infrastructure. Communities willing to maintain economic infrastructure. Communities willing to participate in self-monitoring and reporting activities.
	TOs - Total Number of people	122	122	122				
	CMs - Number of women	0						
	CMs - Number of men	0						
	CMs - Total Number of people	18 693	14 954	18 693				
	CFs - Total	0	60	122				
	CFs - Number of men	0	36	73				
CFs - Number of women	0	24	49					
	<b>Number of CDPs formulated and revised</b>				Project Records, published CDPs	Biannual	PMU	
	New CDPs - Number	62	62	62				
	CDPs Revised - Number	60	60	60				
<b>Output</b> 1.2 Resilient community infrastructure based on CDPs	<b>2.1.6 Small scale community infrastructure constructed or rehabilitated</b>				Mid-Term and EOP surveys, CDPs, detailed grant applications, construction supervision and inspection reports, assessments as required by MoI	Biannual	PMU	
	Market facilities constructed/ rehabilitated - Number	0	0	0				
	Processing facilities constructed/ rehabilitated - Number	0	0	0				
	Storage facilities constructed/ rehabilitated - Number	0	0	0				
	Total - market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated	0	31	62				
	<b>Number of community infrastructure management committees trained</b>							
	Committees - Number	0	30	62				
Number of direct beneficiaries of community infrastructure constructed or rehabilitated				Mid-Term, EOP Reports, detailed grant applications, construction supervision and inspection reports	Annual and Mid-term and EOP	PMU		
Community members - Total beneficiaries	11 120	5 560	11 120					
Community members - Women beneficiaries	5 560	2 780	5 560					
<b>Outcome</b> Increased resilience of economic livelihoods based on climate-smart and nutrition-sensitive agricultural production systems	<b>1.2.2 Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices</b>				Mid-Term and EOP surveys, projects Records (FFS Coordinator Reports)	Annual and Mid-term and EOP	PMU	(A) MIA and MAFFF officials and technical staff are willing to support CDP preparation. (A) Communities prepared to participate in planning. (A) Communities willing to make in-kind and/or cash contributions for the development of economic livelihoods. (A) Communities willing to maintain their investments in economic livelihoods. (A) Communities willing to participate in in self-monitoring and reporting activities. (A) Farmers willing to attend and participate in structured FFS activities. (A) MAFFF significantly
	Households - Percentage (%)	0	80	80				
	Households - Number	4 152	4 152	4 152				
<b>Output</b> 2.1 Community Agricultural Development Plans (CADPs) - reflecting climate-resilient agricultural systems	<b>Number of people trained in climate change risks and responses for increased resilience in agricultural systems</b>				Annual Project Reports, mid-Term and EOP surveys, projects Records (Training Records)	Biannual, periodic	PMU	
	Govt. Officials - Number of people	74	200	200				
	FFS - Number of people	0		1 200				
	FFS - Number of women beneficiaries	0		600				
	<b>Number of revised/updated village maps including data from village surveys, and included in CADPs</b>				Projects Records, physical count of maps	Biannual	PMU	
Village Maps - Number	0	60	60					
<b>Output</b> 2.2 Improved practices for increased climate resilience of agroforestry systems on households' tax allotments	<b>3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks</b>				Projects/training records Focused group discussions, case studies, participatory end of FFS cycle evaluations disaggregated by gender	Biannual, periodic	PMU	
	Groups supported - Number	0	55	120				
	Farmers supported - Total number	0	550	1 200				
	Farmers supported - Total women	0		600				
	<b>3.1.4 Land brought under climate-resilient practices</b>				Project records (village maps), mid-Term and EOP surveys	Biannual	PMU	
Acres of land - Model Farms	0	113	250					
Acres of land - Cluster Farms	0	2 111	4 700					
Total Acres of land - Area	0	2 224	4 950					

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Output</b> 2.3 Improved practices for increased climate resilience of homestead gardens	<b>1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies</b>				Projects/training records	Biannual	PMU	increases travel allowances beyond current levels. (R) MAFFF has further reductions in operational funding.
	Men trained in crop - Number	0	205	450				
	Women trained in crop - Number	0	200	450				
	Young people trained in crop - Number	0	300	540				
	Total persons trained in crop - Number of people	0	405	900				
<b>Agricultural production facilities with increased water availability (rainwater tanks for 60 FFS model gardens)</b>				Project records (village maps, procurement records), mid-Term and EOP surveys	Biannual	PMU		
Rainwater Tanks - Number	0	27	60					
<b>1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition</b>								
Households - Number	0	936	2 080					
<b>Output</b> 2.4 Improved agro-forestry-based production and processing centres (weaving sheds) for handicrafts	<b>Number of processing facilities constructed or rehabilitated for cyclone proof weaving sheds</b>				Project records (village maps, procurement records), mid-Term and EOP surveys	Biannual	PMU	
	Facilities - Number	0	27	60				
	<b>Number of women benefiting from cyclone-proof weaving sheds</b>				Mid-Term and EOP surveys, FGDs	Biannual	PMU	
	Females - Number	0	405	900				
	<b>Number of mats and gatu weaved.</b>							
Mats - Number	0	405	1 500					
Gatu - Number	0	243	900					

## Economic and financial analysis

### Approach, Assumptions and Data

1. This appendix synthesizes results for the financial and economic assessment of the overall project as well as of the seven specific interventions envisaged for implementation under components 1.2 and 2.2. The project will be implemented in 122 communities throughout the country.
2. Project interventions focus delivering higher resilience of community infrastructure and increased resilience of livelihoods based on climate-smart and nutrition-sensitive agriculture production systems. The objective of this analysis is to determine the economic and financial viability of these interventions and their potential impacts for family labour and household incomes.
3. Models have been prepared to assess the economic and financial viability of the proposed investments in infrastructure and livelihood activities which will generate direct, quantifiable benefits. Data for these models was collected during the design missions in Tonga, principally from local sources, including meetings and discussions during visits to local communities. Other sources of data include the Asian Development Bank, the World Bank and the International Monetary Fund as well as commercial banks and other local institutions and agencies.
4. The analysis uses the domestic price numeraire as the basis for calculations. Financial prices are those applying in mid 2016 when the analysis for original financing was initially prepared. A standard conversion factor (SCF) for Tonga was calculated using import and export data from World Bank and IMF sources for 2013 to 2015. The SCF was estimated to be 0.8 and therefore the shadow exchange rate factor (SERF) is 1.25. To convert financial to economic prices, taxes and duties are removed and the traded portion of the price is multiplied by the SERF. The weighted average cost of capital for the project is based on the cost of funds from the IFAD loan and grant, the Government of Tonga and participating communities. For Government and the communities, the nominal cost of funds was taken as the Reserve Bank of Tonga's weighted average lending rate. For the economic analysis, the cost of unskilled labour was adjusted by a shadow wage rate factor of 0.9; the sensitivity analysis includes tests for alternative values. The opportunity cost of capital (OCC) used for the project is 12%. The overall project and all but two of the individual interventions are economically viable at an OCC of 12% and will therefore be viable at any selected lower rate.

### Interventions

#### A Benefits and Beneficiaries

5. Benefits. The major measurable benefits resulting from the Project include: (i) increased agricultural and handicraft production resulting in improved household incomes, (ii) avoided damage and losses due to cyclones, (iii) savings in labour from increased on-farm mechanization, and (iv) time savings from improved access due to the upgrading of roads and bridges.
6. Other benefits, which are not easily quantifiable, include: (i) improved community organization, empowerment and quality of life in remote communities; and (ii) increased food security and improved nutrition. The development of more social cohesion in communities through the learning experience of the participatory consultation process and an improved enabling environment for attracting other development partner support which the community development plans will generate will also be an important benefit. The increase in community well-being and improved livelihoods will make community environments more attractive places in which to live. This outcome should reduce the pressure for outward migration and

attract expatriate community members to return from overseas and reside in their villages, thereby contributing to more viable and balanced communities.

7. **Beneficiaries.** Component 1 will be implemented in 62 communities and component 2 shall be implemented in 60 communities. Component 1 communities target a total of 3,863 households with 21,998 people and component 2 communities include 2,576 households with 13,550 people, for a project total of 6,349 households with 35,538 household members.
8. **Cyclone Proof Community Halls.** The project will provide an estimated 16 community halls at an average cost of TOP 156,700 (US\$71,227). Quantified benefits are the value of lives saved during severe cyclones, small fees for the use of the hall by community groups (to defray utilities costs) and 50% of the benefits accruing to weaving sheds (see below) as a proxy for the use of the halls for handicraft activities. Community halls have many other uses and also play an important role in developing and sustaining community cohesion.
9. **Wharf Upgrading.** For many of Tonga's communities the sea is both a source of food and marketable produce and is the highway to local markets and social services. Wharves are an important part of local economic infrastructure. When properly designed and constructed, they can protect local boats from damage during storm surges and moderate cyclones. The average cost of upgrading a wharf is estimated at TOP65,000 (US\$ 29,545). The quantified benefits of wharf upgrading include the prevention of damage to boats and the incremental income from fishing that will accrue to boats that would otherwise have been damaged and been out of action for a typical three-week repair period. Damage to boats can also disrupt a community's communications with markets and other services, at a cost which has not been quantified.
10. **Tractors.** Some communities may choose to invest in a tractor to help with on-farm production. A tractor costs TOP 29,550 (US\$13,432) plus TOP 8,000 (US\$3,636) for accessories and has an average life of 7 years. The benefit of having a tractor in the community is the significant labour saving for households that hire the tractor for ploughing and other on-farm tasks: an hour of the tractor's time can save several days of labour. This may make possible increased on-farm crop production, although this potential has not been included with the quantified benefits.
11. **Roads and Bridges.** One option for community infrastructure upgrading will be the improvement of short sections of road and small local bridges. This would serve to improve access to farms, markets and other economic and social services. The average cost is TOP 48,000 (US\$21,818) and the quantifiable benefits are the time savings arising from improved access for each household in the community.
12. **Weaving Sheds.** The purpose of weaving sheds is to provide women's groups an improved environment for weaving pandanus mats. Sheds are estimated to cost TOP 40,000 (US\$ 18,180) each and as many as 30 may be constructed under the project. The sheds lead to more efficient production and better quality. It is estimated that with the sheds there will be a 10% reduction in the time required to produce mats with a corresponding increase in the number of mats produced. At the same time there will be an improvement in quality, estimated at about 5%.
13. **Home Gardens.** Support for home gardens will include the provision of water tanks and fencing as well as tools and seeds. The purpose is to provide income from the sale of vegetables, but also to support improvements in households' diets and the health of members. The investment for each garden is TOP8,245 (US\$3,830) and at least is expected to be implemented in each of the communities in Component 2. The benefit of the investment is the net value of vegetables produced. The value of improved nutrition has not been quantified.
14. **Model Farms, Cluster Famers and Farmer Field Schools.** A major project intervention under Component 2 will be the introduction and development of Farmer

Field Schools nationwide. It is anticipated that a total of 1 200 farmers will be trained, of whom 876 will adopt what they have learned into their farming practices. Some of these will participate in model farms (one in each of the 60 communities) or in cluster farms (i.e. several farms working together to coordinate production) and others will adopt the practices learned in the FFS on their own farms. The improvements in farm production and output induced by the FFS are estimated using a single farm crop model for a standard allotment of 8 acres. In the without project situation yams and manioc are cultivated on 4 acres with the remainder left fallow. With the project, manioc and yams are planted on a total of 5 acres and 1 acre each of vanilla and sandalwoods are added. Both vanilla and sandalwood are cash crops that provide good returns at existing prices. Vanilla begins cropping from the fifth year after planting and crops for an average of 9 years. Sandalwood is in high demand and can be milled in two parts after 16 and 20 years, and then replanted. The benefits are increased production of manioc and yams and the new production of vanilla and sandalwood. The investment per 8 acre allotment is TOP 9,628 (US\$ 4,376).

## Economic and Financial Analysis

### A Results of the Analysis

15. The EIRR for the whole project was estimated based on the costs and benefits for the seven interventions above together with the costs for components 1.1 and 1.2 and all project management costs. The EIRR for the project is 17.0 per cent and the FIRR is 14.6 per cent. Switching values for costs and benefits are +17 per cent and -14 per cent respectively in economic prices and +15 per cent and -13 per cent respectively for financial prices.
16. Key results for the seven interventions assessed are given in the table. Two have EIRRs below the assumed OCC of 12 per cent, although in the case of home gardens it is only slightly so. Community halls suffer from relatively high cost and limits in quantifying the full benefits. Non-quantifiable benefits also need to be taken into consideration. On the financial side, the FIRR for community halls is only a little below the WACC of 1.6 per cent. For home gardens, the FIRR is below the OCC, but safely above the WACC.

Table 1

**Results of the Economic and Financial Analysis (IRR & switching values)**

Item	Economic			Financial		
	IRR	costs	benefits	IRR	Costs	benefits
<b>Project</b>	<b>17.0%</b>	<b>+17%</b>	<b>-14%</b>	<b>14.6%</b>	<b>+15%</b>	<b>-13%</b>
Community halls	-0.4%	-30%	+43%	1.1%	-28%	+29%
Wharf upgrading	39.8%	+90%	-44%	44.2%	+65%	-54%
Tractors	44.4%	+22%	-18%	32.8%	+13%	-6%
Roads and bridges	16.7%	+19%	-16%	18.1%	+35%	-26%
Weaving sheds	41.4%	+117%	-54%	46.2%	+153%	-57%
Home gardens	11.1%	-2%	+2%	6.0%	-9%	+7%
FFS, Model & cluster farms	23.7%	+19%	-13%	19.8%	+16%	-12%

Notes: 1) Switching values for economic analysis at 12%; for financial analysis at 10%

### B Financial Impacts for Beneficiary Households

17. All the interventions except community halls and roads and bridges will have a direct impact on household incomes.
18. Wharf Upgrading. An upgraded wharf will prevent damage to boats and loss of income while boats are being repaired. On average, three boats (two large and one

small) are damaged per year and are out of action, during repairs, for three weeks. This loss is estimated to average TOP8,750 (US\$3,977) in income per year for affected boats. Since there is no information on the number working on each boat, this amount cannot be apportioned to households.

19. Tractors. The benefits accruing to tractors are the savings for households that substitute tractor use for manual labour. The net savings after paying for the tractor amount to TOP 288 (US\$131) per household per year assuming that each household has 2 acres ploughed per year. This does not include the benefit to the household if the saved time is applied to other productive activities.
20. Weaving sheds. Labour is the largest input into the weaving of mats. Benefits accrue from more efficient work in the improved space, with a 10% decrease in the labour required per mat and a 10 per cent increase in the number of mats produced. The overall result is incremental income per weaving group of TOP4,512 (US\$2,050) or TOP 1,128 (US\$512) per weaver. The estimated total work days required for this production is 505 per group, to give an incremental return to labour of TOP 8.94 (US\$4.06) per day.
21. Home gardens. Half of home garden production is assumed to be sold and half consumed by the household. Cash income from half the production less all cash expenses comes to TOP 1,017 (US\$462). In addition, the value of household labour is TOP 1,680 (US\$764). Considering all production, both consumed and sold, the incremental return to labour is TOP24 (US\$11.90) per labour day while the return to family labour is TOP 80 (US\$36.40) per day.
22. FFS, Model and Cluster Farms. The adoption of the FFS practices by farmers, including improved production of field crops and the introduction of vanilla and sandalwood as cash crops, generates significant benefits for households over time. Vanilla only produces from the fifth year after planting and sandalwood is only harvested 16 and 20 years after planting. Estimated income from this farm varies from year to year as production varies. Incremental income averages TOP 6,160 (US\$2,800) over the 20-year project life but is over TOP 26,000 (US\$11,818) in the years when sandalwood is harvested. Incremental returns to labour, once the crops are established, vary between TOP 22 and TOP 63 (US\$10 and US\$28.60) per year.